

1^{er} TTU Workshop

Gouvernance énergétique en Tunisie

Défis et opportunités

02 Octobre 2017

Hôtel Carthage Thalasso, Gammarth – Tunis

Actions suggérées

(Remarque importante: il ne s'agit là que d'une sélection de points de vue préliminaires et spontanés des participants et ne reflètent pas nécessairement les positions des TTU sur ces sujets)

Résumé des actions des quatre groupes de travail

Au cours de l'après-midi, les participants à l'atelier se sont répartis en quatre groupes de travail pour aborder la sécurité de l'approvisionnement énergétique, la gestion de la demande énergétique, les investissements et le capital humain dans une perspective de gouvernance et de gestion.

Quelques points importants ont émergé à travers ces quatre groupes de travail :

- 1) Restructurer la gouvernance des secteurs et mettre en place un organisme de réglementation et de supervision de l'énergie indépendant du gouvernement.
- 2) La nécessité pour le gouvernement **de faire une politique nationale pour l'introduction des véhicules électriques en Tunisie**
- 3) Créer une structure (guichet unique) qui simplifie réellement l'aboutissement des formalités et procédures requises pour les investisseurs.
- 4) Mettre en place un plan national de ressources humaines pour le secteur de l'énergie
- 5) Initier une loi nouvelle **pour améliorer** les systèmes d'évaluation, de performance, **de potentiel** et de promotion de la gestion des ressources humaines dans les administrations nationales
- 6) Stimuler une volonté politique forte et sensibiliser les décideurs ainsi que les citoyens de notre pays aux solutions avec un potentielle réalisable.

Groupe 1: Sécurité d'approvisionnement

(en amont et en aval)

Modérateur et rapporteur: Mohamed Abdelkader

Participants: Mustapha Elhaddad, Mongi Gharbi, Karim Ben Salem, Bechir Takya, Radia Benjemia, Mongi Azouz, Nourredine Haj Belgacem, Hichem Ben Mansour, Yassine Mistiri

Généralités

- **Restructurer la gouvernance des secteurs à mettre en insistant sur :**

- Plus de transparence
- Plus de clarté
- Plus d'efficacité

Une telle restructuration devrait réviser les rôles et le statut de la STEG et de l'ETAP, laisser à une agence indépendante le soin de réglementer, d'élaborer et de gérer les accords énergétiques de l'Etat et en particulier les accords pétroliers.

Nécessité d'une vision claire de l'ETAP et de la STEG pour 2030

Nécessité de changer les procédures d'appels d'offres publics

Nécessité de faciliter les procédures administratives

Pour le secteur pétrolier

- En amont : les coûts d'investissement sont élevés en Tunisie (ex: coût du forage)
- Les engagements d'exploration sont trop faibles par rapport à la taille des permis. Comprimer le temps entre l'exploration et le développement : réduction de la taille des permis, durée des phases de permis plus courte.
- L'ETAP devrait trouver son chemin pour devenir opérateur
- Adapter le code pour permettre l'exploration et la production non conventionnelles

Pour le gaz, l'électricité et les énergies renouvelables

Généralités :

- Restructurer la gouvernance des secteurs à mettre en œuvre:
 - Plus de transparence
 - Plus de clarté
 - Plus d'efficacité

Une telle restructuration devrait réviser les rôles et le statut de la STEG et de l'ETAP, laisser à une agence indépendante le soin de réglementer, d'élaborer et de gérer les accords énergétiques de l'Etat et en particulier les accords pétroliers.

Une vision claire de l'ETAP et de la STEG pour 2030 est nécessaire

Des procédures d'appels d'offres publics différents sont nécessaires

Des actions d'administration moins longues sont nécessaires

Pour le secteur pétrolier

• En amont:

Les coûts d'investissement sont élevés en Tunisie (ex: coût du forage)

- Les engagements d'exploration sont trop faibles par rapport à la taille des permis. Comprimer le temps entre l'exploration et le développement : réduction de la taille des permis, durée des phases de permis plus courte.
- L'ETAP devrait trouver son chemin pour devenir opérateur
- adapter le code pour permettre l'exploration et la production non conventionnelles

Pour le gaz, l'électricité et les énergies renouvelables

- Analyse des formules de prix du gaz, intégrant transport + traitement
- Rationaliser la demande et établir un plan de programme à la demande de 5 années
- Diversifier les ressources + fournisseurs --> tout est bon
- Le gaz naturel a un approvisionnement : assurez-vous qu'un bon plan d'urgence est mis à jour et inclut l'option GNL
- Inter-connexion électrique (avec les états voisins)

Divers

- Éviter l'ambiguïté dans le code des HC et dans les accords
- Besoin de vision sur la gestion des ressources humaines,
- Travailler sur un « Atlas-Inventory » de toutes les ressources énergétiques, y compris les énergies renouvelables.

Groupe 2: Gestion de la demande

Moderator & Rapportrice: Dr. Sana Amairi Pyka

Participants : Mohamed Ali Ben Ayed, Mongi Goaid, Youssef Achich, Dr. Hosni Ghedira, Afef Chachi Tayari, Ilhem Slama-belkhouja, Aymen Ameer, Safouen Ben Abdallah.

Ceci est un résumé de la discussion qui a eu lieu entre les membres TTU et quelques experts en énergie en Tunisie, lors du premier atelier TTU "Tunisie Energy Governance Challenges & Opportunities", le 2 octobre 2017. Le sujet était: Gestion de la demande.

Le résumé est présenté dans le tableau ci-dessous:

Sujets de discussion	Situation actuelle / problèmes majeurs	Solutions proposées
L'eau	<ul style="list-style-type: none">• Fuites d'eau (services SONEDE et problèmes de maintenance d'un réseau de distribution vieillissant)	<ul style="list-style-type: none">• Diversifier les sources d'eau d'irrigation: eau saline modérée, effluent d'eaux usées traitées, etc.• Besoin urgent de moderniser les systèmes d'irrigation

	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de l'eau: 80% de l'eau en Tunisie est utilisée pour l'agriculture / l'irrigation • Forte augmentation de la consommation d'eau en bouteille: les ventes atteignent 1,3 milliard de bouteilles pour un montant total de 465 millions de dinars. • La production, le transport et le recyclage d'un grand nombre de bouteilles en plastique nécessitent une énorme énergie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des campagnes de sensibilisation pour réduire la consommation d'eau minérale • Sensibiliser les citoyens et les décideurs à l'impact des fuites d'eau: la réduction des fuites d'eau dans le réseau de distribution national permettra d'économiser de précieuses ressources en eau. • Réduire les déchets plastiques en général
<p>La production d'énergie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Tunisie dispose d'un potentiel important et inexploité de ressources solaires et éoliennes (au moins 1,0 GW de vent et 1,5 à 2,5 GW de capacité solaire photovoltaïque). Le pays bénéficie de régimes de vitesse de vent élevés (8 à 10 m / s) et de conditions uniques d'irradiation solaire (1,700 to 2,200 kWh per m2) • L'énergie renouvelable en Tunisie est extrêmement logique, car le pays est un importateur net de combustibles fossiles et, dans le même temps, les prix locaux de l'électricité sont élevés. • Faible développement social autour des sites de production de pétrole et de gaz: risque élevé d'agitation sociale (crise récente de Petrofac). • Des efforts significatifs sont faits pour promouvoir les énergies renouvelables et les inclure dans le mix électrique national. En effet, la Tunisie s'est fixé un objectif de 30% de 	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser la classification juridique des ressources d'énergie renouvelable en tant que ressources naturelles, ce qui nécessite d'obtenir l'approbation du parlement pour chaque projet d'énergie renouvelable à grande échelle. • Encourager les projets d'amélioration de la situation sociale et de l'infrastructure autour des sites de production pétrolière et gazière • L'objectif ambitieux de 30% (3,7 GW) doit être reflété dans la taille des nouveaux appels d'offres. En effet, le premier appel d'offres pour 60 MW Wind représente seulement 3,2% de la cible de 3,7 GW. • De plus, les projets de petite taille ne produiront pas les meilleures offres tarifaires car il y aura peu d'économies d'échelle; • Le langage PPA proposé à la STEG n'est pas conforme aux pratiques internationales et ne confère pas aux banques suffisamment de confort pour fournir un financement

	<p>part d'énergie renouvelable dans le mix électrique total d'ici 2030.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La capacité totale nécessaire pour couvrir l'objectif de 30% sera d'environ 3,7 GW • Depuis 2015, d'importantes réformes législatives et de nouvelles lois ont été adoptées pour permettre au secteur privé et aux investisseurs étrangers d'accéder au marché des énergies renouvelables en Tunisie. • La STEG a lancé son premier appel d'offres pour des projets éoliens et solaires de 120 MW. Les offres techniques et financières sont attendues le 15 novembre. Les soumissionnaires retenus (2 projets éoliens, 30 MW chacun et 10 projets solaires, 10 MW chacun) signeront un PPA de 20 ans avec la STEG • Les droits d'importation sur les équipements d'énergie renouvelable sont très élevés. • Le secteur financier local n'est pas incité à financer des projets d'énergie renouvelable 	<p>compétitif. Il y a un risque financier important pour les projets gagnants. Le projet de contrat d'APP doit être révisé pour refléter les pratiques actuelles du marché.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement doit inciter les banques et les compagnies d'assurance locales à financer des projets énergétiques à grande échelle. Actuellement, les acteurs bancaires locaux ne sont pas familiers avec la structure de financement des projets d'énergie renouvelable de longue date, les développeurs rechercheront donc un financement sur le marché international qui ajoutera plus d'incertitude et de risque en raison de la fluctuation de la monnaie locale. Cela exposera la STEG au risque de change car il y aura une part importante des PPA en devises étrangères. • Négocier avec des agences multilatérales pour des facilités de crédit direct afin de financer des projets d'énergie renouvelable • Exempter les équipements d'énergie renouvelable des droits d'importation
<p>efficacité énergétique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En 2014, une proposition d'utilisation du «compteur intelligent»; un dispositif qui permet une mesure continue et plus précise de la quantité d'électricité consommée par maison et par heure, et informe l'utilisateur quand il dépasse certaines limites prédéfinies. La STEG a 	<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer la proposition de 2014 pour le «compteur intelligent» principalement pour les grands clients industriels et résidentiels, et utiliser les tarifs horaires de facturation pour réduire la consommation pendant les heures de pointe. • Créer de nouvelles subventions pour encourager la

	<p>récemment lancé un appel d'offres pour acquérir et installer des compteurs intelligents dans certaines villes sélectionnées en tant qu'étude pilote.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de subventions: malheureusement les gens ont besoin d'être motivés pour économiser de l'énergie (Sauver la planète n'est pas un argument suffisant) • Les employés de la STEG et de la SONEDE paient moins que les autres la même quantité d'énergie consommée! • Les écoles / maisons au sommet des montagnes (principalement dans le nord-ouest) souffrent de ne pas avoir assez d'électricité et d'eau: pourtant, ont le plus grand nombre de sources d'eau et de forts potentiels éoliens et solaires. • Les nouveaux bâtiments sont-ils conformes aux réglementations en matière de consommation d'énergie verte? 	<p>consommation d'énergie verte ainsi que des architectes et des entrepreneurs immobiliers pour inclure des solutions d'énergie propre dans leur conception (chauffe-eau solaires et panneaux solaires sur les toits).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des campagnes de sensibilisation pour sensibiliser tout le monde à sa consommation d'énergie (informer clairement les gens de la quantité d'électricité qu'ils perdent en gardant un réfrigérateur ouvert ou une lampe allumée pendant la journée) et tout le monde devrait payer pour cela. • Utilisez des pompes à eau solaires lorsque l'infrastructure ne permet pas un accès facile aux réseaux d'eau et d'électricité. • Adapter les codes du bâtiment existants afin que tous les nouveaux bâtiments deviennent écologiques et consomment moins d'électricité provenant de sources non renouvelables (en ce qui concerne l'efficacité énergétique)
Transport de carburant et mobilité	<ul style="list-style-type: none"> • Les transports publics sont anciens et contribuent de manière significative à la pollution urbaine. • Le nombre de voitures a augmenté de manière significative au cours des dernières années, alors que les gens ne considèrent pas les solutions de partage de voiture ou de covoiturage • Nous n'avons pas la culture d'aller au travail à vélo ou à pied, même si la météo est 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le service de transport public pour attirer plus de clients de classe moyenne et haut de gamme: le rendre disponible, propre et ponctuel. • Faire prendre conscience de la disponibilité et de la simplicité des plateformes d'autopartage ou de covoiturage pour réduire la consommation d'énergie et alléger les embouteillages. • Améliorer l'infrastructure routière et ajouter «seulement

	<p>propose la plupart des jours de l'année</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel est l'avenir des véhicules électriques (VE) en Tunisie? 	<p>des sentiers pédestres et cyclables» pour encourager les gens à garder la voiture à la maison et à faire du vélo!</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement tunisien devrait commencer par lancer une politique nationale sur les VE en Tunisie <p>(Par exemple, la Norvège a mis en place une stratégie visant à éliminer les voitures non électriques d'ici 2040.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exonérer les VE des droits de douane. • Offrir des incitatifs aux propriétaires de taxis s'ils choisissent d'utiliser des véhicules électriques.
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Les discussions du groupe 2 étaient riches et sur plusieurs pôles. S'il y a un point sur lequel nous sommes tous d'accord, c'est qu'aucune des solutions potentielles ne peut être réalisée sans la volonté politique et la sensibilisation des décideurs ainsi que de tous les citoyens de notre pays aux problèmes mentionnés.

Groupe 3: Côté investisseurs

Moderateur: M. Jalloul Ayed

Participants:

Mrs. Leila Ouled Ali, Naima Khallouli

MM. Ahmed Bassalah, Mehdi Ben Abdallah, Mounir Beltaifa

Quatre axes principaux ont été identifiés qui ont un impact négatif ou positif sur le flux d'investissement pour influencer la décision des investisseurs et nourrir nos avantages comparatifs

1) Réglementation

- Cadre: complexité etc ...
- Stabilité de la **reglementation**
- Responsabilité associée

2) Politiques

- Impôts et pression fiscale / coûts
- Stabilité des politiques
- Stabilité des titulaires (gouvernements et décideurs clés)

3) Environnement des affaires

- Stabilité politique
- Environnement social et attitude syndicale
- La pression de la communauté
- Marché noir / souterrain
- Réceptivité des fonctionnaires de l'administration
- Culture / valeurs de travail et d'entreprise dominantes (nécessite une action à long terme)

4) Efficacité de l'application de la loi / efficacité des politiques

- Efficacité du système judiciaire: Neutralité,
- Vitesse de décision,
- Exécution des décisions
- Responsabilité

5) Autres: (tout aussi important)

- Accès au financement
- Réceptivité des fonctionnaires / décideurs

6) Approche / structure d'un guichet unique afin de simplifier pour les investisseurs l'accomplissement des procédures requises - formalités

7) Une autorité de **reglementation** autonome

Groupe 4: Capital humain et compétences

Moderatrice: Nedra Razgallah

Participants: Ali Gaaya; Amira Ben Ata; Belgacem Chariag; Jalel Smaoui; Nebil felah, Nejib Zaafrani, Radhia Ben Jemia; Raouf Bouchamaoui;

Évaluation de la situation réelle :

1 / il y a des lacunes entre les stratégies et la mise en œuvre (cas de l'ETAP qui aurait dû passer opérateur depuis 1987)

2 / Le manque de formation dans l'administration, même les actions qui sont menées ne sont pas dans le cadre d'évaluation des compétences.

3 / Manque d'outils RH efficaces basés sur la performance, rappelons qu'actuellement il n'est basé que sur le relationnel ou l'ancienneté.

4 / Les salariés ne sont pas motivés pour changer et ils sont même résistants à tout nouveau projet en RH

5 / Même si de nombreuses procédures RH sont en place, elles ne sont pas respectées, ce qui conduit à des structures dirigées par les personnes et non à des structures système.

6 / Manque de communication interne

7 / Les syndicats dirigent la gestion des ressources humaines et prennent aujourd'hui une grande part dans les décisions stratégiques

Moyens d'amélioration :

1 / Identifier, former et développer de nouveaux leaders

2 / Proposer une nouvelle loi de projet pour changer les systèmes d'évaluation, de performance, de potentiel et de promotion de la gestion des ressources humaines dans l'administration

3 / Remplacer le système de gestion des ressources humaines par un système axé sur le rendement et le potentiel plutôt que sur l'ancienneté

4 / Former les managers à gérer et gérer les Unions. Ce sont des partenaires sociaux dans chaque système privé ou public et ils doivent être formés à nouveau pour retrouver leur rôle. Il s'agit d'un changement dans la culture et la mentalité.

5 / Développer la communication interne dans l'administration pour engager les personnes dans la vision et la stratégie. Créer une cascade d'objectifs stratégiques pour les membres des équipes et leur donner l'occasion de comprendre où ils sont et où ils vont pour plus de visibilité dans les objectifs futurs.